

CES JEUNES FRANÇAIS QUI RÊVENT D'UN POUVOIR AUTORITAIRE

Texte : Marie Boëton
Illustrations : Adrià Fruitós

L'adhésion aux principes démocratiques ne va plus de soi pour une partie de la jeunesse. Certains se prennent à rêver d'un pouvoir fort. Nous avons rencontré quatre d'entre eux. Objectif : comprendre comment ils en sont arrivés à rompre les amarres avec la démocratie.

« EN FRANCE, IL NOUS FAUDRAIT UN POUTINE »,



lance Thibault. Il a une voix posée, des lunettes sages et, sous son tee-shirt Ralph Lauren, des épaules bodybuildées. *«Poutine, il a su faire les bons choix pour son pays, et sans se mettre les oligarques à dos, c'est fort ça. Il a un côté dictateur, c'est vrai, mais est-ce que c'est vraiment un problème ? Moi, si un type bien prend le pouvoir en France, je suis OK pour qu'il reste quinze ou vingt ans. Comme ça, il ne pourrait pas dire qu'il n'a rien pu faire, qu'il n'a pas eu le temps... Là, zéro excuse.»* Thibault dit cela sans ciller. À tout juste 24 ans, ce Francilien vient de décrocher un diplôme d'ingénieur très coté. Son père, agent à La Poste, et sa mère, institutrice, applaudissent des deux mains son parcours académique. Seule ombre dans leurs relations : la politique. *«Dès que je dis "dictature", mes parents se ferment, direct. Ils partent tout de suite dans les extrêmes, genre Hitler ou la Corée du Nord ! Alors que ça peut être plus soft une dictature... Mais ils ne veulent rien savoir.»*

Nous si. On veut savoir. On veut comprendre les ressorts intimes de cette tentation autoritaire.

Car Thibault n'est pas le seul. Ce tabou travaille souterrainement toute une partie de la jeunesse française. Elle ne le clame pas haut et fort. Trop inflammable. D'ailleurs, aucun des jeunes interrogés ici n'a accepté de témoigner à visage découvert. *«La société n'est pas prête. Pas encore»,* cingle le jeune homme.

Lui, en revanche, n'en démord pas : un leader autoritaire, ça changerait tout. *«On en a besoin pour redevenir fort. Pour redémarrer le pays. Avec les féministes et les "wokes", c'est devenu tendance d'être une victime... Mais des gens faibles, ça donne une France faible !»* Il joint ses deux mains, tend ses bras en avant et lance : *«Un pays, c'est comme un paquebot, faut un capitaine. Si tout le monde décide, on ne va nulle part.»* Tout le monde décide en France, vraiment ? *«En tout cas, rien n'avance ! Ça manifeste, ça conteste... C'est le pays tout entier qu'il faut recadrer. Avec un homme fort, ça filerait droit.»* Et si cet autocrate refuse, in fine, de rendre le pouvoir ? Cela n'arrivera pas, Thibault en est convaincu. Et pourquoi donc ? *«Parce qu'on est un pays de révolutionnaires. S'il le faut, on prendra les*



armes et le dégagera. » On s’amuse de sa naïveté. La Russie aussi a un passé révolutionnaire – et non des moindres – et les opposants à Vladimir Poutine ont bien du mal à le déloger du Kremlin. Il fait mine de ne pas entendre.

Qu’est-ce qui amène Thibault, au fond, à préférer un président concentrant tous les pouvoirs entre ses mains plutôt que notre système actuel ? « Nos présidents se défilent toujours à la fin en disant : “Je n’ai rien pu faire.” Moi, je veux qu’ils assument ce qu’ils ont fait... et pas fait. Qu’ils rendent des comptes. » Le voilà donc son principal grief contre la démocratie : selon lui, la répartition des pouvoirs va de pair avec leur dilution... et débouche sur une déresponsabilisation généralisée.

Politiquement, Thibault se dit proche des idées d’Éric Zemmour. Il s’abstient pourtant. « Le vote, ça avait peut-être du sens avant... Mais aujourd’hui ? Pour moi, c’est un truc de vieux. » À l’entendre, il faut tirer un trait sur le suffrage universel, pour un temps en tout cas. Il a fini par s’en convaincre en écoutant Papacito, un influenceur d’extrême droite s’assumant royaliste et ►



M. BOËTON

POURQUOI NOUS L’AVONS FAIT

Une partie croissante de la jeunesse tourne peu à peu le dos à la démocratie. Des jeunes aux profils variés coupent les ponts avec ce régime que l’on croyait, naïfs que nous sommes, installé à jamais... On pourrait leur faire la morale. Leur rappeler la chance qui est la leur de vivre dans un État de droit. On pourrait aussi minimiser leurs critiques envers la démocratie, qui promet tant en matière de droits et de libertés,

et qui ne peut que décevoir... On le pourrait, mais on ne le fera pas. Nous avons choisi ici de donner la parole à ces jeunes pour tenter de comprendre, avec eux – parfois, malgré eux – ce qui se joue dans cette tentation autoritaire. Sans hésiter d’ailleurs à les mettre, par moments, face à leurs paradoxes. Sans se défilier, non plus, quand ils nous balançaient en plein visage leur dépit ou leur colère. Ce dossier n’est pas agréable à lire. Pas du tout, même. Mais on se doit de regarder, et droit dans les yeux, cette jeunesse en plein désarroi si l’on veut sortir par le haut de la crise que traverse la démocratie.

Marie Boëtton

► masculiniste. «*Je ne partage pas tout, mais il a de bonnes intuitions.*» Le jeune ingénieur a tourné le dos aux médias traditionnels il y a plusieurs années maintenant, «*c'est pour la génération de mes parents, ça*». Sa défiance à l'égard de «*la caste*» des journalistes est totale : «*Ils nous racontent ce qu'ils veulent...*» Avant de partir, il lâche un dernier uppercut : «*Parfois je me dis que la démocratie, ce ne sera peut-être qu'un moment de notre histoire.*»

Impuissances

La tentation de l'homme fort gagne du terrain. Si nos concitoyens restent majoritairement acquis à la démocratie, ils sont de plus en plus nombreux à se dire ouverts à un régime autoritaire. Cette évolution à bas bruit concerne tout particulièrement les 18-35 ans. Au point qu'on parle désormais, à propos de la génération Z, de «*déconsolidation démocratique*», selon l'expression du politologue américain Yascha Mounk.

Un panel de 18-35 ans, interrogé il y a quelques mois sur le fait de savoir si «*d'autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie*», répondait «*oui*» à 42%¹. Dans deux autres enquêtes d'opinion sur le même thème, ils étaient 41% à se déclarer favorable à ce que «*la direction du pays soit confiée à un pouvoir autoritaire*»² et 47% à voir favorablement «*un système qui consacre, à la tête d'un pays, un chef qui n'a pas à se préoccuper du parlement et des élections*»³. L'attachement à la démocratie vacille clairement chez une partie des moins de 35 ans, marquant là un net retournement de tendance - la jeunesse, par le passé, votait moins que les autres tranches d'âges en faveur des partis prônant l'ordre et l'autorité. On sait peu de choses, pour l'heure, quant au profil de ces jeunes, le sujet étant encore peu étudié en France. Selon les rares statistiques dont on dispose, ils se réclameraient plutôt des idées d'extrême droite, seraient moins diplômés que la moyenne et occuperaient des postes plutôt peu qualifiés⁴.

**« LE GARS EST À MOITIÉ FOU,
MAIS CE N'EST PAS LA QUESTION.
AU MOINS, IL AGIT ! IL DÉCIDE
EN TROIS MINUTES ET BAM ! »**

La tentation autoritaire des jeunes Français ne se manifeste, pour l'heure, que dans les sondages. Mais, soyons lucides, l'époque est aux hommes forts et aux discours testostéronés. De Vladimir Poutine à Donald Trump en passant par Recep Tayyip Erdogan en Turquie, Viktor Orban en Hongrie ou Javier Milei en Argentine, de plus en plus de dirigeants assument de court-circuiter le Parlement, de passer outre les décisions de justice, d'intimider leurs opposants, de menacer les médias. La France est encore épargnée. Mais jusqu'à quand ?

Osons poser la question qui fâche : qu'est-ce qui amène une partie de la jeunesse à rêver d'un leadership autoritaire ? L'impuissance de l'action publique, d'abord. Cette critique revient en boucle chez ceux que nous avons rencontrés. À les entendre, nos gouvernants seraient incapables de changer concrètement leur vie. Depuis son Loiret natal, Jordan, 28 ans, ne dit rien d'autre : «*Moi, je veux un gars qui prend la tête du pays et qui nous amène d'un point A à un point B. Et qui le fait, désolé de le dire comme ça, mais qui le fait en posant ses couilles sur la table !*» Employé dans une coopérative d'approvisionnement agricole, il vit en couple avec une jeune femme enchaînant les CDD dans une onglerie. Avant même qu'on lui demande, Jordan plante le décor : «*On ne s'en sort pas. Les factures, l'inflation, l'essence...*» Son rêve ? Un Trump à la française. «*Le gars est à moitié fou, mais ce n'est pas la question. Au moins, il agit ! Il prend des décisions pour son peuple. Il décide en trois minutes, et bam !*» On lui rappelle que le président américain a pris plusieurs décrets jugés illégaux par la justice, car bafouant la Constitution (les procédures sont toujours en cours). Le jeune homme ne voit pas le problème : que Trump malmène l'État de droit et la séparation des pouvoirs ne pèse rien face au fait qu'il agisse.

On lui dit que Trump feint la proximité avec le peuple, mais n'œuvre pas réellement en sa faveur. En témoigne la loi budgétaire promulguée cet été aux États-Unis, qui prévoit des réductions d'impôts massives (notamment pour les 10% les plus aisés) et des coupes drastiques dans les dépenses sociales (qui devraient priver 10 millions d'Américains de couverture santé d'après le Bureau du budget du Congrès américain). Jordan cherche quelque chose à répondre, en vain. Il esquive en évoquant le style de Trump : «*Il ne prend pas de pincettes, et alors ? Au moins, Trump, on comprend ce qu'il dit.*» En effet, c'est manichéen à souhait, mais la magie opère... et ce, jusque dans le Loiret. Un engouement qui ne surprend pas Luc Rouban, directeur de recherche au Centre de recherches politiques de Sciences Po : «*Le discours de Trump fonctionne parfaitement, car c'est hyper clair et structuré. Il dit : "Voilà nos objectifs, voilà nos*

MIKHAIL TERESCHENKO/TAR TASS/

PATRICK VAN KATWIJK/SIPA

MARKUS SCHREIBER/AP/SIPA



PATRICK VAN KATWIJK/SIPA



XOSE BOUZAS/HANS LUCAS

De gauche à droite dans le sens des aiguilles d'une montre: Viktor Orbán, Vladimir Poutine, Donald Trump, Recep Tayyip Erdogan, Javier Milei.

moyens, voilà les solutions à nos problèmes." On ne peut pas faire plus efficace en termes de récit. » Dans ce monde sans boussole, quoi de plus rassurant, en effet, qu'un récit, même simpliste... «Avoir une clé de compréhension des événements est crucial sur le plan politique, car cela donne le sentiment d'avoir prise sur le cours des choses, renchérit le politologue Thierry Chopin, professeur associé à Sorbonne Université. Nos gouvernants l'oublie trop souvent. Leur discours s'est technocratiqué. Celui des populistes, au contraire, prétend produire du sens. Du sens, c'est-à-dire qu'il vise à donner à la fois une signification aux événements, mais aussi une direction à suivre. » Ce qui n'empêche pas l'hôte de la Maison-Blanche, quand on scrute d'un peu près ses prises de position, de se dédire en permanence...

Jordan, lui, se contrefiche du procès en simplisme fait à Donald Trump; il préfère mille fois le bonhomme «à tous ces mecs sortis de l'ENA, soi-disant plus intelligents que tout le monde... Vraiment? On n'a plus d'usines! On a du narcotrafic partout! L'immigration, même pas la peine d'en parler... Tous ces technos, on dirait des profs. Toujours à

t'expliquer ce qu'il faut faire, ce qu'il faut penser. Et eux, ils font quoi?» Il s'arrête, hésite et décoche une dernière flèche: «Y aurait que moi, franchement, je couperais bien quelques têtes.» Premier ou second degré? On préfère ne pas savoir.

Un homme, un vrai

«C'est tout le système qu'il faut changer. Faudrait un vrai chef qui prend les manettes pour un paquet d'années. Y en a qui disent un militaire. Pourquoi pas?», interroge-t-il. Mais un pays se mène-t-il vraiment comme un régiment? «On a bien eu de Gaulle, c'est quoi le problème?» Soit. Sauf qu'il n'a pas pris la tête du pays en tant que général, mais en tant que président démocratiquement élu. On ajoute, au passage, qu'il a démissionné après la victoire du «non» au référendum d'avril 1969, et ce alors que rien ne l'y obligeait. On est loin d'un Trump niant sa défaite en 2020 et appelant ses ouailles à prendre d'assaut le Capitole, non? Mais Jordan n'écoute plus. En contestant pied à pied ses affirmations, on l'a mis hors de lui. Il doit se dire: «Encore une prof qui m'explique quoi penser.» On s'excuse, on est là pour l'écouter, pas pour le ►

« On peut ramener les jeunes à la démocratie »

Paula Forteza, ancienne députée La République en marche, aujourd'hui co-présidente de « Démocratie ouverte », une association travaillant à démocratiser nos institutions, plaide pour le développement d'outils participatifs pour revitaliser nos institutions.

Une partie de la jeunesse se dit ouverte à un régime autoritaire, cela vous surprend-il ?

Malheureusement non. On le voit, sur le terrain, il ne s'agit plus seulement de prôner de nouvelles façons de faire de la politique, mais de défendre la démocratie elle-même. Et notamment auprès des jeunes qu'on entend répéter en boucle : les élections, ça ne change rien. Ils ne rejettent d'ailleurs pas la démocratie dans l'absolu, mais telle qu'elle fonctionne aujourd'hui. Beaucoup estiment que les politiques ne répondent pas à leurs préoccupations. Il faut dire que la composition du corps électoral les dessert : les moins de 35 ans ne représentent que 17 % de celui-ci contre 50 % pour les plus de 50 ans. Résultat, les politiques parlent de sujets concernant les plus âgés (retraite, patrimoine...) et moins de sujets intéressants directement la jeunesse (santé mentale, pouvoir d'achat, accès au logement...). C'est d'ailleurs une des raisons qui nous amène, à Démocratie ouverte, à plaider pour le droit de vote dès 16 ans. Et ce, notamment, pour contrebalancer le déséquilibre générationnel.

Quels sont les outils participatifs susceptibles de redonner le goût de la démocratie ?

Nous plaçons, par exemple, pour la mise en place d'un



STÉPHANE GEFFROUJEST / FRANCE MAX PPP

budget participatif au niveau national. Cela permettrait un véritable appel d'air citoyen. Concrètement, ceux qui le souhaitent pourraient ainsi voter en ligne et décider d'une partie de l'allocation des dépenses. Cela se fait au Portugal et au Brésil. On pourrait aussi créer, comme en Belgique, des commissions mixtes à l'Assemblée nationale – qui seraient composées d'élus mais aussi de citoyens tirés au sort. Ce serait une façon d'introduire un élément de démocratie directe tout en restant dans le cadre d'une démocratie représentative. Pourquoi ne pas imaginer, aussi, que les thèmes des conventions

citoyennes soient à l'initiative de la population ? Celles qui se sont tenues jusqu'ici (sur le climat, la fin de vie, les rythmes scolaires) ont toujours été décidées par le politique, pourquoi ne pas inverser les choses... Je suis convaincue qu'on peut, en renouvelant les formes d'engagement citoyen, ramener les jeunes à la démocratie.

Certains jeunes très défavorisés se détournent de la démocratie, estimant qu'elle ne tient pas ses promesses en termes de justice sociale. Comment y répondre ?

C'est une question à la fois très complexe et absolument cruciale. Je pense, et là je parle à titre personnel, qu'on

pourrait imaginer verser à chaque jeune une somme (entre 30 000 et 50 000 €) qu'il pourrait utiliser pour payer ses études, financer un logement, monter une entreprise... Ce serait un vecteur de justice sociale. Bien sûr, le dispositif devrait s'autofinancer : il faudrait donc que l'État récupère cette somme au moment de l'héritage, par exemple. Cela reviendrait, de fait, à une avance sur héritage avec une dose de redistribution.

Pensez-vous qu'il faille repenser les cours d'instruction civique pour sensibiliser les jeunes à l'impérieuse nécessité de la démocratie ?

L'instruction civique est aujourd'hui enseignée de façon trop théorique, trop descendante. On apprend aux élèves ce qu'est la République, c'est essentiel évidemment, mais il faudrait coupler cela à la pratique. Il y a déjà des délégués de classe, mais pourquoi ne pas aller plus loin via la pratique de jeux de rôle, via la simulation d'élections – l'idée étant, à chaque fois, d'amener les élèves à se mettre dans la peau d'un citoyen devant faire des choix, débattre, faire des compromis avec les autres... Il faut par ailleurs absolument renforcer l'éducation aux médias et affûter l'esprit critique des plus jeunes à l'heure des fake news, du complotisme. C'est vital dans une démocratie.

► convaincre. Trop tard. Il écourte la discussion en lançant : « *Moi, je dis juste, la démocratie, ce n'est pas forcément le meilleur système.* »

Autre doléance récurrente chez les jeunes rencontrés : la demande de protection. Dans nos sociétés à l'horizon si incertain – sur le plan économique, écologique et géopolitique –, l'anxiété va crescendo. « *Et elle profite aux leaders autoritaires*, assure Thierry Chopin. *On assiste, sur le plan politique plus spécifiquement, à une remise en question de l'équilibre entre liberté et sécurité qui structurait depuis des décennies les démocraties libérales. L'exigence de liberté, qui prévalait jusqu'ici, est de manière croissante remplacée par un discours accordant un primat à la sécurité. Elle apparaît désormais comme la première des libertés. Dès lors, les droits fondamentaux et l'État de droit, qui occupaient auparavant une place centrale, se trouvent relégués au second plan et sont même de plus en plus contestés.* » Et c'est à l'aune de ce nouveau paradigme qu'il faut comprendre l'attrait pour l'autoritarisme. « *Aujourd'hui, une partie de la jeunesse attend avant tout d'un dirigeant qu'il protège l'État-nation. Du coup, ces jeunes-là ne craignent pas un homme fort au pouvoir mais le voient, au contraire, comme une sorte de père de famille XXL* », décrypte Stewart Chau, expert en stratégie d'opinion et co-auteur de *La Fracture* (Les Arènes, 2021), un ouvrage analysant les valeurs de la génération Z.

Un père de famille XXL, c'est exactement comme cela qu'Ilona, 23 ans, voit Vladimir Poutine. « *Je serais Russe, je me dirais : "Avec un type comme lui, on n'a rien à craindre."* » Et si elle était Ukrainienne ? « *Ouais, je sais, il fait la guerre là-bas... Mais paraît-il qu'avant, ça appartenait à la Russie.* » Elle poursuit, s'enlise et coupe court : « *En vrai, j'y connais rien.* »

Ilona ne vote pas. « *C'est de famille. Mon père n'a jamais voté, ni ma mère. Moi, pareil.* » Et elle ajoute en rigolant : « *Mais pour un type comme Poutine, faut voir...* » Où se situe-t-elle politiquement ? « *Nulle part. Je sais juste que je suis anti-Rassemblement national. Dans mes ancêtres, y a de l'Italien, du Portugais, du Tsigane. Du coup, je n'aime pas qu'on mette toujours tout sur le dos des étrangers.* »

Retour à Poutine. La jeune femme tient à nous montrer une vidéo de lui en judoka en train de plaquer au sol un concurrent, puis une photo où il s'affiche à cheval, torse nu, les pectoraux bien fiers et, enfin, une vidéo où il chevauche un grizzli. Cette dernière est un faux, un vulgaire montage vidéo. « *Ah, oui ? Peut-être... Mais, reconnaissez, ça a de la gueule ! Les autres, à côté, c'est des guignols.*

« C'EST SÛR QUE C'EST UN PEU LE HITLER CONTEMPORAIN, MAIS EN MÊME TEMPS, IL A REDRESSÉ SON PAYS. »

Poutine, on voit tout de suite qu'il n'est pas là pour enfilez des perles. Quand il te menace d'une attaque nucléaire dans les cinq minutes, t'y crois. Si Macron dit ça, tu te marres. » Incarner la puissance régaliennne en surjouant le virilisme fonctionne à plein chez elle.

La grenade

Quand on évoque avec Ilona comment le chef du Kremlin a mis au pas le Parlement, bâillonné ses adversaires, muselé la presse, elle reste de marbre. « *Je sais. Il bute même ses opposants, je sais... C'est sûr que c'est un peu le Hitler contemporain, mais en même temps, il a redressé son pays.* » L'économie russe est à genoux, en réalité, mais ce n'est pas le sujet. On revient à la charge sur la démocratie, sur l'importance des contre-pouvoirs : le Parlement, les médias, la justice. « *Mais ils sont tous copains, contre-pouvoir que dalle ! PPDA* (Patrick Poivre d'Arvor, NDLR), *il a abusé 50 femmes au moins. Et, au final, rien ! Parce qu'il connaît les juges ou qu'il est copain avec des politiques qui connaissent les juges !* » Ce qu'on appelle contre-pouvoir n'est, pour elle, que connivence et coups de pouce entre amis. Rien de surprenant pour Thierry Chopin : « *Les élites – qu'elles soient politiques, économiques, médiatiques, culturelles – sont désormais perçues par une partie de la population comme ayant trahi et confisqué le pouvoir au vrai peuple, dont les leaders populistes prétendent exprimer et incarner de manière exclusive la volonté.* »

C'est exactement ce que pense Ilona, elle qui se dit « *en totale galère* ». En ce moment, elle se ruine pour payer une minuscule chambre en banlieue parisienne et peine à trouver une alternance (dans le secteur de l'événementiel). En attendant, elle travaille chez McDonald's. « *Je voudrais aller voir mes parents, près de Biarritz, mais, en train, c'est 200 € l'aller-retour... Je n'ai pas l'argent. On en parle de ça ? Qui ça intéresse ? Les politiques, ils s'en foutent.* ►